

Panorama de Saint-Barthélemy

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Gustavia
Superficie	21 km ² (25 km ² avec ses îlets)
Situation géographique	Arc Antillais - Paris à 6 500 km, New-York à 2 500 km, Guadeloupe à 230 km
Langues parlées	Français, Anglais, Créole
Monnaie	Euro
Statut	Collectivité d'Outre-mer (COM) et Pays et Territoire d'Outre-mer (PTOM)
Représentation nationale	1 député, 1 sénateur, 1 représentant au Conseil économique, social et environnemental
Représentation de l'Etat	Préfet

Repères historiques

L'île de Saint-Barthélemy est située au nord-ouest de la Guadeloupe, à la charnière des Grandes et des Petites Antilles et à proximité des îles Vierges américaines. Découverte par Christophe Colomb en 1493, occupée par les Français à partir de 1648, elle fut longtemps un repaire protégé pour les Indiens Caraïbes puis les corsaires jusqu'à sa cession par Louis XVI au roi de Suède contre des droits d'entrepôts à Göteborg. Le principal bourg de l'île fut alors rebaptisé Gustavia, du nom du roi de Suède Gustave III. Par le traité du 10 août 1877, ratifié par une loi du 2 mars 1878, la France reprit possession de Saint-Barthélemy qui fut alors rattachée à la Guadeloupe dont elle devint une commune en 1946.

Le rattachement administratif de Saint-Barthélemy comme commune du département de la Guadeloupe a pris fin en 2007. Le processus d'évolution statutaire qui avait été engagé une dizaine d'années plus tôt par les îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy s'est en effet concrétisé par l'adoption, le 21 février 2007, d'un nouveau statut de collectivité d'Outre-mer suite à la consultation électorale du 7 décembre 2003, approuvé par référendum à 95,5 % des votants à Saint-Barthélemy.

Organisation institutionnelle

Le 15 juillet 2007, la nouvelle COM de Saint-Barthélemy a été officiellement érigée par la mise en place de son conseil territorial, composé de 19 membres élus pour 5 ans. Régie par la loi organique du 21 février 2007, Saint-Barthélemy exerce l'ensemble des compétences dévolues à la commune, au département et à la région, ainsi que celles que l'Etat lui a transférées. La nouvelle collectivité est désormais compétente en matière de fiscalité, de transports routiers, de ports maritimes, de voirie, de droits domaniaux de la collectivité, d'accès au travail des étrangers et en matière de création et d'organisation des services des établissements publics de la collectivité, mais aussi de l'urbanisme, de la construction, du logement, de l'environnement et de l'énergie. Elle peut également adapter les lois et règlements en matière de domanialité publique et d'enseignement. L'Etat reste en revanche compétent en matière de droit pénal, de droit commercial et de droit monétaire, bancaire et financier. Un préfet représente l'Etat et le gouvernement au sein des COM des îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy. La préfecture est installée à Marigot (Saint-Martin) avec une annexe à Gustavia (Saint-Barthélemy). La création d'un siège de député pour les deux îles, faisant suite à celle d'un siège de sénateur est effective depuis les élections législatives de juin 2012.

Au niveau communautaire, le passage de Saint-Barthélemy du statut de Région Ultrapériphérique (RUP) à celui de Pays et Territoire d'Outre-mer (PTOM) à compter du 1^{er} janvier 2012 a été validé le 29 octobre 2011 par un vote unanime du Conseil européen. Outre l'affranchissement des normes européennes, le statut de PTOM permet à la collectivité de bénéficier de la compétence douanière.

L'euro demeure la monnaie de Saint-Barthélemy. Un accord monétaire relatif au maintien de l'euro a été passé entre l'Union européenne et la République française qui continue à appliquer à Saint-Barthélemy les actes juridiques et les règles de l'Union européenne nécessaires au fonctionnement de l'Union économique et monétaire.

UNE POPULATION AUX COMPOSANTES VARIÉES

En 2010, la population de Saint-Barthélemy comptait 8 938 habitants, en hausse de 30,4 % par rapport à 1999. Le taux de croissance annuel sur la période s'établit à 2,4 %.

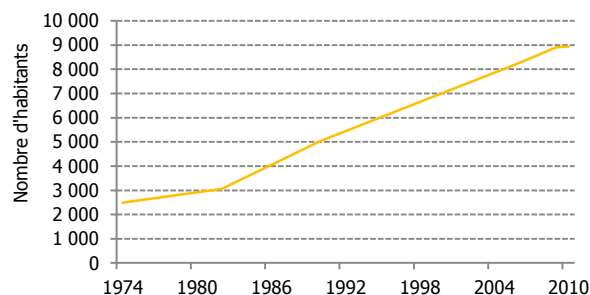
En 2009, 65,8 % de la population de Saint-Barthélemy était âgé de 20 à 59 ans et 12,4 % de 60 ans et plus. Les moins de 20 ans ne représentent que 21,8 % des habitants. Par ailleurs, l'île se démarque par la présence d'une population étrangère (12,2 %) de nationalité essentiellement européenne. Près de 50 % des étrangers sont portugais, 8 % sont américains et 6 % sont belges.

Sur la période 1990-2009, le taux de natalité a baissé, passant de 13,4 ‰ en 1990 à 12,7 ‰ en 2009. Ce taux est inférieur à celui de la Guadeloupe (13,7 ‰ en 2009) et de la métropole (12,8 ‰ en 2009).

Indicateurs démographiques	Saint-Barthélemy	France ⁽¹⁾
Population (milliers, millions pour la France, au 01/01/2)	8 938	65,8
Part des moins de 20 ans (en %, 2009)	21,8	24,7
Part des 20 - 59 ans (% , 2009)	65,8	51,5
Part des 60 ans et plus (% , 2009)	12,4	23,8
Densité de population (hab/km ² , au 01/01/2010)	425	115 ⁽²⁾
Taux de croissance annuel moy. de la pop. (%)	2,4 ⁽³⁾	0,6 ⁽⁴⁾
Taux de natalité (pour 1 000 habitants, 2012)	12,7 ⁽⁵⁾	12,6
Taux de mortalité (pour 1 000 habitants, 2012)	4,6 ⁽⁵⁾	8,7

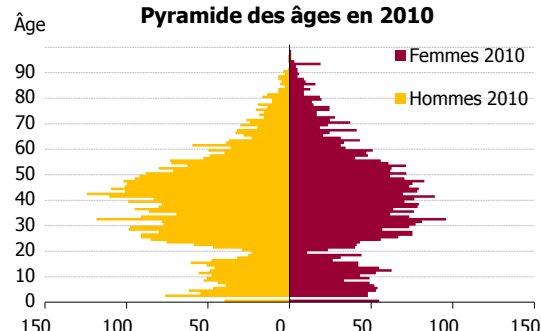
1) Au 01/01/2013, Bilan démographique de l'Insee 2012; (2) Densité de la population française en 2011; (3) Entre 1999 et 2010 ; (4) Entre 2003-2013; (5) Données 2009.
Source : INSEE

Population depuis 1974



Source : INSEE

Pyramide des âges en 2010



Source : INSEE

PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

Les estimations réalisées en 2005 dans le cadre du partenariat CEROM (Comptes Economiques Rapides de l'Outre-mer) évaluent le PIB de Saint-Barthélemy à 179 millions d'euros (M€) pour 1999, soit 26 000 € par habitant, niveau supérieur à celui de la France à cette date (22 664 €).

Selon la Chambre Économique Multiprofessionnelle, le nombre d'entités économiques recensées à Saint-Barthélemy en 2012 s'élève à 4 908, dont 41,2 % exercent une activité de services. Le commerce rassemble 14,5 % des entreprises et le secteur du BTP en regroupe 15,2 %. L'industrie, l'agriculture et la production d'eau et d'énergie demeurent faiblement représentées.

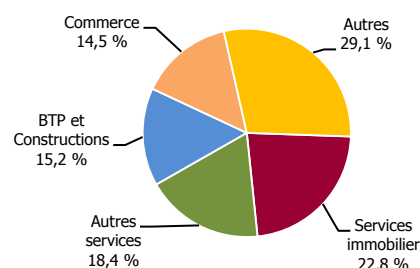
La production d'énergie électrique est presque exclusivement d'origine fossile, ce qui rend Saint-Barthélemy fortement dépendante de l'extérieur. En raison du développement économique et de la croissance démographique, la consommation d'électricité n'a cessé de croître au cours de la période récente (sauf en 2008) : +61,2 % entre 2001 et 2011. Elle a atteint son niveau le plus élevé en 2012 avec une consommation de 99 231 MWh. Par ailleurs, afin de répondre à ses besoins d'alimentation en eau potable, Saint-Barthélemy dispose de 4 unités de dessalement d'eau de mer : une unité classique par vaporisation et 3 unités par osmose inverse.

Du fait de sa solidité financière et de son absence d'endettement, la collectivité dispose de marges de manœuvre appréciables et la commande publique soutient l'activité du secteur du BTP de l'île.

Principaux indicateurs économiques	Saint-Barthélemy	France
PIB (milliards d'euros courants, 1999)	0,2 ⁽¹⁾	1 367
PIB par habitant (euros, 1999)	26 000 ⁽¹⁾	22 664
Recettes totales de la Collectivité (M€, 2012)	69,7	-
Dépenses totales de la Collectivité (M€, 2012)	47,1	-
Dettes de la collectivité (% du PIB, 2012)	0	9 ⁽²⁾

(1) Estimation CEROM (1999) ; (2) Dette publique notifiée ou au sens de Maastricht
Sources : INSEE, Douanes, Pôle Emploi, CEROM, Collectivité de Saint-Barthélemy

Répartition par secteur d'activité des entreprises de Saint-Barthélemy en 2012



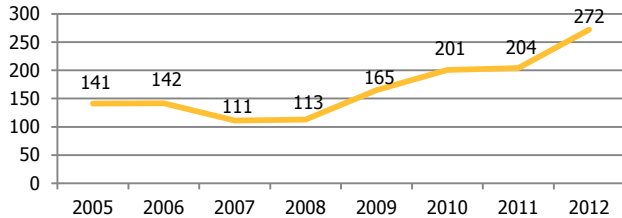
Source : Chambre Economique Multiprofessionnelle

Un faible taux de chômage

Saint-Barthélemy se distingue par un très faible taux de chômage (3,2 % en 2009) et un taux d'activité élevé (83,4 %, contre 67,2 % en Guadeloupe et 70,9 % dans l'hexagone). La population active de la collectivité ne cesse de progresser : +38,9 % entre 1999 et 2009. Cette évolution s'explique par le recours important à la main-d'œuvre extérieure afin de répondre aux besoins croissants liés au développement touristique de l'île.

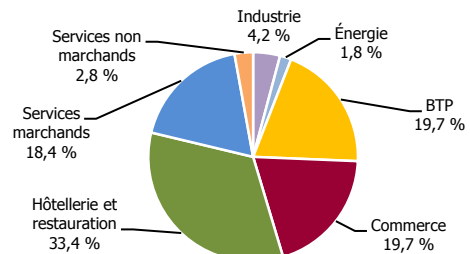
Plus de la moitié des emplois salariés (55,5 %) sont regroupés dans le secteur du tourisme et les autres services marchands, dont près de 37 % dans l'hôtellerie et la restauration contre 9,0 % en Guadeloupe. Le secteur du commerce, avec 19,7 % des travailleurs salariés, est le second employeur de l'île, au même niveau que celui de la construction (19,7 % contre 8,5 % en Guadeloupe).

Nombre de demandeurs d'emploi



Source : DIECCTE - DEFMA, données brutes

Répartition de l'emploi salarié

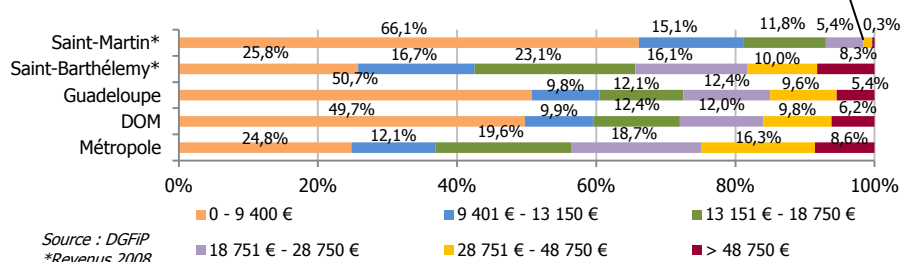


Source : Unédic, chiffres provisoires 2012

Des revenus significativement supérieurs à ceux des DOM

La collectivité de Saint-Barthélemy affiche une répartition par tranche des revenus fiscaux assez éloignée de celle relevée dans les DOM, mais en revanche proche de celle de l'hexagone. Comparativement à celui-ci, l'île compte en proportion autant de foyers fiscaux dans la tranche supérieure des revenus (au-delà de 48 750 €). Au titre des revenus de l'année 2008, 8,3 % des foyers fiscaux avaient des revenus supérieurs à 48 750 euros.

Répartition du nombre de foyers fiscaux par tranche de revenu fiscal de référence (revenus 2010)

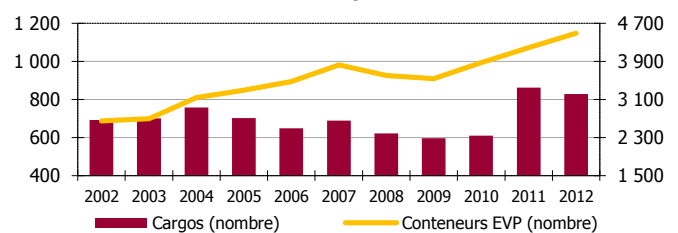


Source : DGFIP
*Revenus 2008

Des importations essentiellement maritimes en progression continue

Les marchandises importées à Saint-Barthélemy proviennent essentiellement des États-Unis, via la compagnie Tropical Shipping, et de l'hexagone, via la compagnie CMA-CGM. Pour cette dernière, les marchandises transitent par le port Guadeloupe Port Caraïbes. La dynamique amorcée par le regain d'activité observé en 2011 se maintient en 2012, avec un total de 4 490 conteneurs équivalents vingt pieds (EVP) déchargés, en hausse de 7,2 %.

Le trafic fret depuis 2002



Source : Port de Gustavia

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

La structure de l'économie de Saint-Barthélemy se caractérise par la prépondérance des services, qu'ils soient marchands ou non-marchands. Les principaux secteurs économiques sont le tourisme et le BTP. Après une baisse sensible de la fréquentation à partir de 2008, le secteur du tourisme poursuit son redressement amorcé en 2011. Impacté par la crise du tourisme ainsi que la mise en place du nouveau code de l'urbanisme, le secteur du BTP reste, quant à lui, dépendant de la commande publique.

Principaux indicateurs sectoriels	2012	Évol. (1) 12/06
Nombre d'hôtels membres ⁽²⁾	20	-8,5 %
Nombre de chambres d'hôtels	400	-6,6 %
Passagers arrivés par ferries	81 723	3,9 %
Passagers arrivés par yachts	40 383	1,9 %
Nombre de croisiéristes	46 471	0,3 %

	2012	Évol. (1) 12/06
Passagers à l'aéroport	152 816	-2,2 %
Demande de permis de construire	266	-0,7 %
Permis de construire délivrés	235	3,6 %
Consommation de ciment	15 181	5,1 %

(1) Taux de croissance annuel moyen (2) Membres de l'association des hôteliers

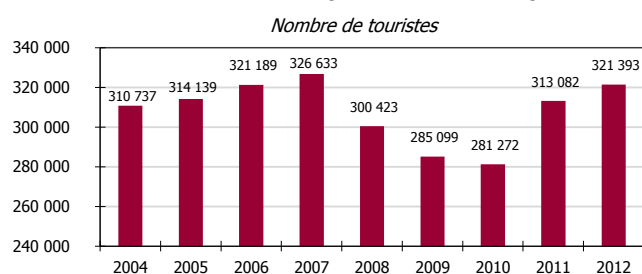
Sources : Association des hôteliers, Port de Gustavia, Aéroport Gustave III, Ciments Antillais, Collectivité de Saint-Barthélemy

Le tourisme haut de gamme, moteur de l'économie

Le tourisme est la première activité économique de l'île. Il regroupe notamment la branche de l'hôtellerie et de la restauration qui représente, en 2010, 35,5 % des effectifs salariés contre 5,4 % à la Guadeloupe et 26,7 % à Saint-Martin. L'économie de Saint-Barthélemy est principalement tournée vers une clientèle nord-américaine haut de gamme, attirée par le caractère exclusif, sûr et rare de la destination. L'offre d'hébergement est constituée d'environ 70 % de villas et de 30 % d'hôtels.

La crise économique et financière affectant les États-Unis en 2007 a entraîné une contraction sensible de la fréquentation touristique de l'île et de la durée de séjour dès 2008. Toutefois, depuis 2011, l'île retrouve un volume proche de la fréquentation touristique de 2007, avec plus de 321 000 touristes accueillis.

Evolution de la fréquentation touristique



Sources : Aéroport Gustave III, Port de Gustavia

Le BTP, un secteur qui se maintient grâce à la commande publique

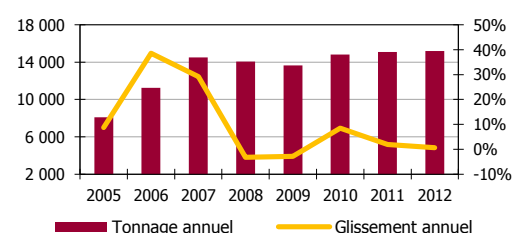
Le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) est l'autre activité clef de l'économie de Saint-Barthélemy. Avec 19,7 % des effectifs salariés recensés par l'Unédic en 2012, il est le deuxième secteur pourvoyeur d'emplois au même niveau que le secteur du commerce, derrière celui de l'hôtellerie et de la restauration.

L'activité du BTP a été favorablement orientée jusqu'en 2007, bénéficiant de la hausse des besoins en matière d'infrastructures et d'habitat engendrée par le développement économique de l'île.

En 2008, l'activité du secteur a ralenti. Un regain de dynamisme est observé en 2010, en lien avec le niveau élevé de la commande publique qui soutient encore l'activité en 2012. Le volume de ciment consommé reste élevé (15 181 tonnes).

Cependant, le marché de l'immobilier reste atone du fait d'une moindre présence de la clientèle américaine.

Consommation de ciment



Source : Ciments Antillais

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

À fin 2012, l'activité bancaire et financière de Saint-Barthélemy s'organise autour de 6 établissements de crédit répartis en 2 catégories : les banques affiliées à l'Association française des banques (4 établissements) et les banques mutualistes et coopératives (2 établissements). Ces établissements totalisent 9 guichets bancaires et emploient 49 agents. Le taux d'équipement qui s'établit à un guichet pour 1 033 habitants, est nettement supérieur à celui observé à Saint-Martin (un guichet pour 2 746 habitants) ou en France hexagonale (un guichet pour 1 618 habitants).

Dans un contexte économique favorable, l'encours sain des crédits octroyés à la clientèle de Saint-Barthélemy continue de progresser à un rythme soutenu (+10,1 % en 2012, +10,7 % en 2011) pour atteindre un volume de 211 M€ en 2012. Cette hausse est essentiellement portée par le dynamisme des crédits à l'habitat, principalement destinés aux ménages, dont l'encours augmente de 9,9 %. La reprise des crédits d'investissement des entreprises, observée en 2011, se confirme en 2012 (+10,9 % contre +7,1 % en 2011).

Les avoirs financiers collectés (442,7 millions €) affichent une croissance de 3,9 % en 2012, plus modérée qu'en 2011. La perte de vitesse est essentiellement imputable aux dépôts à vue (+4,9 % après +11,6 % en 2011), principaux actifs financiers détenus par les agents économiques de la collectivité (53,3 % du total).

Indicateurs monétaires et financiers	2008	2012
Nombre d'habitants par guichet bancaire	964	1 033
Nombre d'habitants par guichet automatique	867	845
Nombre de comptes bancaires par habitant	1,2	1,4
Actifs financiers des agents économiques ⁽¹⁾ (M€)	392,9	442,7
Encours sains des agents économiques ⁽²⁾ (M€)	150,4	211,0

(1) auprès des établissements de crédits locaux, hors La Banque Postale

(2) concours sur l'ensemble des établissements de crédits, hors La Banque Postale

Source : Iedom

Indicateurs entreprises	Déc. 2012
Coût moyen du crédit aux entreprises (Guadeloupe et Iles du Nord, jan. 2012)	5,3 %
Actifs financiers ⁽¹⁾ (M€)	121,5
Encours sains ⁽²⁾ (M€)	61,6
dont crédits d'exploitation (%)	9,6
dont crédits d'investissement (%)	69,2
dont crédits à la construction (%)	21,2

(1) auprès des établissements de crédits locaux, hors La Banque Postale

(2) concours sur l'ensemble des établissements de crédits, hors La Banque Postale

Source : Iedom

Indicateurs ménages	Déc. 2012
Actifs financiers ⁽¹⁾ (M€)	307,4
Encours sains ⁽²⁾ (M€)	144,9
dont crédits à la consommation (%)	9,4
dont crédits à l'habitat (%)	90,6

(1) auprès des établissements de crédits locaux, hors La Banque Postale

(2) concours sur l'ensemble des établissements de crédits, hors La Banque Postale

Source : Iedom

NB : Les données utilisées dans cette note sont arrêtées au 31 décembre 2012.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE - Responsable de rédaction : Charles APANON

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : le 27 Septembre 2013 – Dépôt légal : Septembre 2013 – ISSN 1952-9619